



DANS CE NUMÉRO

Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel

● UNOWAS et les pays du G5 sahel renforcent leur partenariat



Pour sa première visite des pays du G5 Sahel depuis l'établissement d'UNOWAS en janvier dernier, Mouhamed Ibn Chambas... [Lire la suite P.5](#)

● UNOWAS établit une Cellule de Liaison à Nouakchott



La Cellule de liaison d'UNOWAS nouvellement créée à Nouakchott contribuera à renforcer la collaboration et le partenariat entre l'ONU et le G5 Sahel... [Lire la suite P.6](#)

Interview

● USG Jeffrey Feltman: « Dans les pays où existent stabilité, respect des droits de l'homme et élections démocratiques, le bilan en matière de progrès social et économique est positif » [P.7](#)

CNMC

● Le Cameroun et le Nigeria se mobilisent pour parachever la démarcation de la frontière terrestre. [P.8](#)

Reportage

● Deux frères fuient continuellement la terreur semée par Boko Haram [P.12](#)

Focus

Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et au Sahel, une priorité pour les Nations Unies

Une rencontre de Haut Niveau sur le thème : « *Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et au Sahel* » s'est tenue à Dakar le 27 et le 28 juin dernier. Objectif: identifier des mesures efficaces pour prévenir la violence... [Lire la suite P.3](#)



Rencontre de haut niveau sur «Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et au Sahel», Dakar 27 Juin 2016

Editorial

«Ensemble, nous construirons un avenir meilleur»

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont deux espaces géographiques importants dans le continent africain qui possèdent un potentiel humain et économique en mesure de jouer un rôle prépondérant dans le développement de tout le continent. Force est de constater, cependant, que les deux régions restent engluées dans des problèmes récurrents qui freinent, voire handicapent leur développement.

Au-delà des défis du changement climatique, de la démographie et du manque d'infrastructures de développement, les régions de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont désormais confrontées aujourd'hui à des problèmes aussi complexes que l'insécurité transfrontalière, le phénomène de la migration de masse, et une violence multiforme, dont l'extrémisme violent.

Saisis par cette réalité, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont fourni et continuent de fournir des efforts considérables pour juguler ces difficultés et mettre en place des conditions de vie dignes à leurs populations. Cependant, nous devons reconnaître qu'un pays ne peut à lui seul résoudre ce type de défis. Il faut une vision partagée que la solution ne pourra prendre forme qu'à travers une mobilisation coordonnée de tous les acteurs.

C'est dans ce sens que la fusion du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et le Bureau de l'Envoyée spéciale des Nations Unies pour le Sahel (OSES) s'est opérée en donnant naissance, en janvier dernier, au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

En coordination avec les pays de la région, UNOWAS entend jouer

L'ONU en Action

- **Sensibilisation des forces de sécurité aux principes de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes au Mali**



Le bureau de l'UNESCO à Bamako, en partenariat avec EUCAP Sahel Mali et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, a organisé du 13 au 18 juin 2016, à l'Ecole de Maintien de la Paix, un atelier pour sensibiliser les forces de sécurité...[Lire la suite P.9](#)

- **OCHA: Le premier Sommet humanitaire mondial**



Avec le nombre grandissant de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et l'augmentation record des besoins en financement dans la dernière décennie, le Secrétaire général de l'ONU a convoqué un Sommet humanitaire mondial (SHM)...[Lire la suite P.11](#)

Infographies

- **Le Mandat d'UNOWAS: La Zone de couverture en chiffres P.15**
- **UNOWAS: Activités Principales P.16**

...Editorial

un rôle déterminant en contribuant efficacement aux efforts des acteurs régionaux et internationaux.

L'organisation le mois dernier à Dakar-en partenariat avec IPI (Institut International pour la Paix) et le gouvernement suisse- d'une conférence de haut niveau sur la nécessité d'investir dans la paix et la prévention de la violence en Afrique de l'ouest et au Sahel ; la tournée récente effectuée dans les pays du G5 Sahel et le soutien apporté durant les divers processus électoraux- pour ne citer que cela-, témoignent de la volonté des Nations Unies et d'UNOWAS en particulier, d'œuvrer pour la consolidation de la paix et la prospérité dans les deux régions.

La tâche est certainement difficile, mais pas insurmontable. C'est ensemble que nous pourrons construire un avenir meilleur pour les populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Suivez nous sur:

- unowas.unmissions.org
- twitter.com/UN_UNOWAS
- facebook.com/UNOWAS
- flickr.com/UNOWAS

Visitez notre site sur: www.unowas.unmissions.org



UNOWAS E-Magazine est un magazine trimestriel en ligne qui vous informe sur les activités d'UNOWAS. Il est conçu et préparé par le Bureau de Communications et de l'Information Publique. Pour plus de renseignements sur le contenu de ce numéro, merci d'écrire à : unowascpio@un.org

Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et au Sahel, une priorité pour les Nations Unies

Un rencontre de haut niveau sur le thème : « Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et au Sahel » s'est tenue à Dakar les 27 et 28 juin dernier pour identifier des mesures efficaces susceptibles de prévenir la violence, y compris l'extrémisme violent et d'explorer des approches innovantes pour investir plus dans la paix en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel,



Rencontre de haut niveau sur «Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et au Sahel», Dakar 27 Juin 2016

Convaincus que l'insécurité et ses diverses manifestations en Afrique de l'Ouest et au Sahel ne peuvent représenter une réalité inchangable, mais plutôt des maux qui peuvent et doivent être traités à la racine ; le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), l'Institut International de la Paix (IPI) et le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse (DFAE), ont organisé, les 27 et 28 juin 2016 à Dakar, une rencontre de haut niveau pour identifier des actions concrètes qui permettent aux pays de la région d'investir davantage dans la paix et la prévention de la violence.

Urgence. En effet, au-delà du traitement sécuritaire, nécessaire pour contrecarrer les différentes formes de violence, notamment l'extrémisme violent, la rencontre de Dakar a mis l'accent sur l'urgence d'apporter une réponse cohérente et efficace qui privilégie l'investissement dans la paix et la

prévention de la violence comme fonctions de la gouvernance inclusive.

« Le tout sécuritaire ne saurait former la solution. Il est urgent d'avoir une approche intégrée qui prend en compte les conditions de vie des populations et offre des perspectives d'avenir, notamment aux jeunes » a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas dans [son allocution](#) d'ouverture de la rencontre.

Réalités locales et régionales

C'est en suivant cette approche intégrée et consultative qu'UNOWAS a tenu à organisé avec IPI et DFAE cette rencontre ouverte aux experts des deux régions, aux partenaires régionaux et internationaux et aux représentants du système des Nations Unies. Car comme l'a rappelé l'Ambassadeur de la Suisse, Mme Dagmar Schmidt : « La problématique de la

prévention de la violence est globale et transversale. Elle touche les États membres des Nations Unies et toutes les couches de la société. Et les réponses qu'elle invite se doivent d'être ancrées dans les réalités locales et régionales ».

Recommandations. S'inspirant du Plan d'Action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, ([A/70/674](#)) de décembre 2015 les participants ont pu échanger durant deux jours et formulé des recommandations concrètes qui s'inscrivent dans la démarche voulu par le SG des Nations Unies qui appelle à un sursaut innovateur, déterminé et coordonné, pour la prévention de l'extrémisme violent.

En effet, [la rencontre](#) a permis de dégager des recommandations pour élaborer des actions concrètes dans des domaines aussi divers que la jeunesse, le rôle du secteur privé et celui des médias, ainsi qu'à travers l'utilisation des architectures de paix nationales.

Selon les participants, un engagement soutenu auprès des jeunes et des groupes de femmes, qui sont à la fois les témoins, les cibles, les victimes de l'extrémisme violent, et les vecteurs nécessaires de changement est primordial, tout aussi que la nécessité de donner un nouveau souffle aux architectures de paix qui existent au niveau national, sur lesquelles plusieurs agences des Nations Unies dont le Programme des Nations Unies pour le Développement

(PNUD) travaillent déjà. Ces structures qui incluent les acteurs de la société civile, autorités religieuses et traditionnelles, doivent être rapprochées des institutions nationales par des plateformes d'échange, ont-ils indiqué.

Les participants ont aussi insisté sur l'importance d'un partenariat plus étroit entre le secteur public et le secteur privé, afin d'améliorer les conditions socio-économiques à travers un accès plus large des jeunes à l'emploi. La rencontre a aussi souligné l'importance des médias pour faire valoir les initiatives positives en faveur de la paix, et le besoin de soutenir les radios communautaires qui ont un rôle important dans l'éducation et la sensibilisation des citoyens dans la prévention de l'extrémisme violent.

Insistant sur la priorité que représentent aujourd'hui la prévention et la nécessité de redoubler d'efforts pour investir dans la paix, le chef d'UNOWAS s'est engagé à plaider auprès des gouvernements et des institutions régionales pour ouvrir plus d'espaces de dialogue et d'expression incluant les jeunes, les représentants de la société civile. Il s'est également engagé à trouver le moyen de soutenir les investisseurs privés et des entrepreneurs à vocation sociale dont l'engagement est essentiel vis-à-vis des jeunes en particulier.

Pour plus d'information sur la rencontre:

Communiqué conjoint:

<http://bit.ly/2a8DL7u>

Allocation de M. Mohamed Ibn Chambas:

<http://bit.ly/2akJhU0>

Afrique de l'Ouest : le développement plutôt que le tout sécuritaire:

<http://bit.ly/290gmpb>

Allocation de M. Youssef Mahmoud:

<http://bit.ly/2atNjf1>

Allocation Mme. Dagmar Schmidt:

<http://bit.ly/29ZEeqVQ>

Allocation de M. Ahmedou Ould-Abdallah:

<http://bit.ly/2aazf5R>

Ils ont dit



Dagmar Schmidt: Amb. de Suisse au Sénégal

«La prévention requiert que l'on travaille sur les causes de la violence, pas uniquement sur les symptômes. Cela implique bien souvent un changement de paradigmes et d'attitude – et en particulier une volonté d'accepter des sociétés plurielles et la diversité des identités, et la reconnaissance de la valeur de la tolérance, de l'échange des points de vue et du dialogue.»



Youssef Mahmoud: Conseiller principal IPI

«Au cours de la dernière décennie, les efforts visant à prévenir l'extrémisme violent ont principalement été conçus comme compléments aux opérations anti-terroristes. Ils se traduisent souvent en mesures à court terme, sécuritaires pour l'essentiel, visant à maîtriser les conséquences immédiates des actes violents et prévenir leur répétition.»



Mohamed Ibn Chambas: SRSG UNOWAS

«Des politiques volontaristes et responsables intégrant l'individu-comme acteur de développement- Et la matière-comme moyen de développement ; doivent être au cœur des actions et plans économiques des Etats de la région pour assurer un accès équitable aux ressources et un développement durable.»

UNOWAS et les pays du G5 Sahel renforcent leur partenariat

Pour sa première visite des pays du G5 Sahel ([Burkina, Niger, Mali, Mauritanie et Tchad](#)) depuis l'établissement d'UNOWAS, en janvier dernier, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a appelé à un partenariat renforcé entre le G5 Sahel et les Nations Unies.



Priorité. Conscient de l'importance de la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) pour les pays du G5 Sahel et pour les Nations Unies, notamment après la fusion du Bureau de l'Envoyée Spécial pour le Sahel (OSES) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et la naissance d'UNOWAS, il était utile et nécessaire pour le chef de la nouvelle entité de renouveler l'engagement des Nations Unies et d'échanger avec les responsables des cinq pays sur les actions à entreprendre pour renforcer davantage leur partenariat.

Durant sa tournée effectuée du 26 mai au 02 juin, Mohamed Ibn Chambas a tenu à rencontrer tous les acteurs, notamment le Secrétaire Permanent du G5 Sahel, M. Najim Elhadj Mohamed et son équipe avec lesquels il a discuté de la détermination d'UNOWAS

d'accélérer la mise en œuvre de la SINUS et les divers projets préparés en coordination avec le G5 Sahel.

Coordination et Partenariat

En effet, consolider le partenariat avec le Secrétariat Permanent du G5 Sahel constitue une priorité pour UNOWAS. En témoigne la mise en place d'une Cellule de Liaison d'UNOWAS (Voir article P4) auprès du Secrétariat Permanent du G5 Sahel à Nouakchott qui se veut une expression forte des Nations Unies pour renforcer son partenariat et pour apporter un soutien efficace au pays du G5 Sahel.

Cette première tournée a permis au Chef d'UNOWAS d'évaluer la situation qui sévit dans la région et d'apprécier les efforts importants que fournissent les pays du G5 Sahel, notamment dans le domaine de la sécurité et de la gouvernance. A cet égard, les interlocuteurs

de M. Ibn Chambas, en particuliers les Présidents du Niger, du Burkina, du Mali, ainsi que les Premiers Ministres du Tchad et de la Mauritanie ont renouvelé leur engagement et détermination à renforcer leur partenariat avec les Nations Unies à travers une relation privilégiée avec UNOWAS.

Dans un contexte régional et international marqué par la recrudescence de la violence et de l'insécurité, ainsi que par des difficultés économiques qui ralentissent, voire empêchent toute possibilité de développement et d'amélioration des conditions de vie, la coordination et le partenariat stratégique sont désormais nécessaires pour faire face aux défis complexes que connaissent les pays du G5 Sahel.

Le chef d'UNOWA prévoit de retourner dans la région pour poursuivre et davantage renforcer la partenariat avec les pays du G5 Sahel.

UNOWAS établit une Cellule de Liaison à Nouakchott

La Cellule de liaison d'UNOWAS, récemment établie à Nouakchott, contribuera à renforcer la collaboration et le partenariat entre l'ONU et le G5 Sahel.



Depuis la création du **G5 Sahel** en 2014, un partenariat stratégique a été établi entre l'ONU et cette organisation régionale qui regroupe les cinq principaux pays que couvre la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINU), à savoir le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Niger.

Dans le contexte de détérioration des conditions socioéconomiques et de la situation sécuritaire, le G5 Sahel a démontré une forte volonté politique à, en collaboration avec la communauté internationale, intégrer et promouvoir une approche régionale afin de relever les défis de sécurité et de développement.

À cet égard, le Conseil de sécurité

a recommandé «une étroite collaboration avec les pays du G5 Sahel ainsi qu'avec les autres pays et acteurs régionaux et internationaux de la région » pour lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité dans la région du Sahel.

Partenariat Solide

En sa qualité de nouveau Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas a, à l'occasion de sa première tournée de haut niveau dans les Etats membres du G5 du Sahel, réaffirmé le partenariat stratégique constant entre le ONU et le G5 Sahel.

Lors de sa rencontre, du 1er juin dernier à Nouakchott, avec M. Najim Elhadj Mohamed, Secrétaire permanent du G5 Sahel, M. Moha-

med Ibn Chambas a souligné l'importance d'un partenariat solide entre les deux institutions et la détermination d'UNOWAS à renforcer sa coopération avec le Secrétariat Permanent à travers la cellule de liaison d'UNOWAS nouvellement créée à Nouakchott. Cette cellule assurera une liaison étroite et facilitera la collaboration avec le G5 du Sahel. Elle veillera également à la coordination et à la facilitation des actions de l'ONU dans le renforcement des capacités du G5 du Sahel pour la prévention des conflits et la gestion des menaces transfrontalières et transversales à la paix et à la sécurité ainsi qu'à la collaboration entre le G5 Sahel et d'autres initiatives régionales, telles que la Plateforme ministérielle de coordination des stratégies pour le Sahel.

USG Jeffrey Feltman: « Dans les pays où existent stabilité, respect des droits de l'homme et élections démocratiques, le bilan en matière de progrès social et économique est positif »

Concluant sa tournée en Afrique Centrale et de l'Ouest, le 25 juillet dernier, M. Jeffrey Feltman, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies et Chef du Département des Affaires politiques a bien voulu répondre aux questions d'UNOWAS E-Magazine. Entretien



Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies, lors de son interview au Bureau d'UNOWAS à Dakar - le 25 Juillet 2016

UNOWAS E-MAG : Lundi (25 juillet), vous avez terminé votre tournée dans la région par une réunion avec le Président de la République du Sénégal, Monsieur Macky Sall. De quoi avez-vous discuté ?

Mr. Jeffrey Feltman : J'ai félicité le Président du Sénégal pour la réussite de la présidence, qui vient de se terminer, du Sénégal à la tête de la CEDEAO. J'ai également salué le rôle actif en faveur de la paix et de la sécurité dans la région et dans le monde que le Sénégal joue au Conseil de sécurité. Nous avons discuté de la situation actuelle dans la région. Par exemple, nous avons convenu de l'importance de la stabilité, du développement

et de la réconciliation en Guinée Bissau. J'ai également remercié le Président pour son soutien et celui du Sénégal aux actions des Nations Unies dans le monde.

U E-M : Quelle est votre appréciation du travail de l'ONU en Afrique de l'Ouest et au Sahel?

JF : Partout en Afrique de l'Ouest, vous pouvez voir des exemples de pays où la paix et la stabilité ont permis le développement et le progrès économique et social réels. Dans les pays où existent stabilité, respect des droits humains, élections démocratiques, le bilan en matière de progrès social et économique est positif.

Développement et stabilité vont de pair. Nous avons observé en d'autres endroits, comme au Mali, que l'instabilité exacerbe les problèmes. Je pense qu'il y a beaucoup d'exemples en Afrique de l'Ouest où le travail des Nations Unies répond aux attentes des États-membres, au respect des résolutions en faveur de la paix et de l'agenda 2030. Je considère UNOWAS comme un bon exemple de cette manière de travailler.

U E-M : Plus concrètement, quel rôle pourrait ou devrait jouer UNOWAS, suite à la fusion entre OSÉS et UNOWA?

JF : UNOWAS travaille avec les bureaux régionaux des fonds et pro-

grammes des agences et avec les équipes-pays afin de promouvoir la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et faire face aux vulnérabilités et défis qui transcendent les frontières géographiques ainsi que les frontières entre domaines d'expertise qui, à l'ONU, ont souvent été abordés dans une approche très compartimentée.

Il existe un lien établi entre l'élément paix, sécurité et prévention de l'action de UNOWAS avec son élément promotion de la Stratégie intégrée pour le Sahel de UNOWAS. J'estime que la décision des Etats-membres de fusionner les deux bureaux fait vraiment sens.

Maintenant, les changements de structure sont toujours difficiles. Ils sont toujours source de quelques perturbations. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter mes collègues de UNOWAS pour leurs efforts et leur dévouement. Je suis convaincu qu'avec l'apport des professionnels et l'expérience existant au sein de UNOWAS, cette Mission politique spéciale contribuera de manière significative à la paix et à la sécurité et au développement dans la région. Même si la mise en œuvre des volets développement et humanitaire incombent à d'autres, la coordination et la promotion des volets développement et humanitaire peuvent très bien émaner de ce bureau.

Le Cameroun et le Nigeria se mobilisent pour parachever la démarcation de la frontière terrestre

Sous l'impulsion du Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CMCN), M.Mohamed Ibn Chambas, les deux délégations se sont retrouvées à Yaoundé, au Cameroun le 6 juin dernier pour discuter des points en suspens et décider d'une feuille de route, synonyme de règlement définitif de la démarcation de la frontière terrestre entre les deux voisins.



Feuille de route

La réunion des chefs de délégations de Yaoundé, deuxième en son genre, a en effet permis de dégager une compréhension commune des inquiétudes et des solutions soulevées et proposées par les deux voisins. Elle a surtout démontré l'attitude résolument constructive des deux chefs de délégations et de leurs équipes à dépasser les différends et aboutir à une position commune pour l'intérêt des deux pays et des deux populations frontalières.

Mohamed Ibn Chambas a salué l'esprit positif des deux chefs de délégation et les a félicité pour leur engagement fort pour parachever la démarcation et renforcer l'assistance aux populations affectées. En effet, sous l'impulsion du Président de la CMCN, les deux délégations se sont mises d'accord pour mettre en place une feuille de route pragmatique dont les priorités majeures seront le parachèvement de la démarcation de la frontière terrestre sur les 100 km restant, le lancement de projets socio-économiques pour renforcer la confiance au sein des populations affectées par la démarcation, et la nécessité d'approvisionner le Fond de Placement pour accomplir les activités déjà initiées.

Les deux chefs de délégations se sont mis d'accord pour se retrouver en novembre prochain à Abuja pour évaluer le progrès réalisé dans la mise en œuvre de la feuille de route.

Esprit Positif

Un temps important s'est écoulé sans que les deux délégations n'aient eu l'opportunité de discuter sur ce qu'il serait convenu d'appeler « la dernière phase de la démarcation ». Des sujets de désaccords ont naturellement émergés mais sans que cela n'altère la détermination et l'engagement des deux voisins pour parachever ce processus d'une manière responsable et pacifique.

En s'appuyant sur cette détermination et cet esprit positif, Mohamed Ibn Chambas, a tenu, pour sa première réunion en sa qualité de Président de la CMCN et Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel à consulter et discuter avec les deux délégations afin de dissiper les malentendus et résoudre les points de désaccord qui risquaient de retarder la finalisation du processus de démarcation de la frontière terrestre.

UNESCO sensibilise les forces de sécurité aux principes de la liberté de la presse, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes au Mali

Le bureau de l'UNESCO à Bamako, en partenariat avec EUCAP Sahel Mali et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, a organisé du 13 au 18 juin 2016, à l'Ecole de Maintien de la Paix, un atelier pour sensibiliser les forces de sécurité aux principes de la liberté de la presse, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes. Cet atelier qui a regroupé soixante participants venus de toutes les régions du Mali, visait aussi, dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et du plan d'action de l'ONU sur la sécurité des journalistes et la question de la lutte contre l'impunité de leurs agresseurs, à renforcer les compétences des forces de sécurité pour garantir le droit des citoyens à la liberté d'expression et d'information, en améliorant la sécurité des journalistes. (Par UNESCO)



UNESCO/Sébastien Rieussec

La sécurité des journalistes est aujourd'hui l'une des principales priorités des organisations médiatiques qui soutiennent la liberté d'expression. Pour assurer les succès d'une transition démocratique, il est essentiel d'encourager le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes.

[Le plan d'action de l'ONU sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité](#), mené par l'UNESCO et approuvé par le

Conseil des chefs du Secrétariat des Nations Unies, le 12 Avril 2012, est le premier plan onusien à l'échelle du système qui vise à créer un environnement libre et sûr pour les journalistes, les professionnels des médias et les producteurs de médias sociaux, dans des situations conflictuelles et non conflictuelles. Dans le cadre de ce plan d'action, l'atelier visait à promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes, en facilitant le pluralisme et la participation dans

les médias, et en soutenant les institutions médiatiques durables et indépendantes.

De son côté, la [Déclaration de Carthage](#), qui a été adoptée lors de la Conférence sur la Journée mondiale de la liberté de la presse de l'UNESCO en Tunisie, 3-5 mai 2012, a insisté sur la nécessité de renforcer la liberté de la presse et d'améliorer la sécurité des journalistes. Elle a appelé toutes les parties prenantes «à créer un environnement libre et sûr pour les journalistes, les professionnels des médias et les producteurs de



médias sociaux pour produire de l'information à travers les médias traditionnels ou nouveaux, et à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. La Déclaration de Carthage a également appelé spécifiquement les États membres de l'UNESCO à former les forces de sécurité à collaborer positivement avec les professionnels des médias, en particulier lors de manifestations pacifiques et des protestations civiques.

Projet de Module

Ce programme de formation et de sensibilisation s'inscrit dans la continuité des actions déjà menées par l'UNESCO dans ce domaine.

Pour l'atelier de Bamako, deux sessions de formation ont été organisées sous le thème de «Les journalistes et les forces de

l'ordre». La première session qui s'est déroulée du 13 au 15 juin avait comme objectif de sensibiliser les officiers supérieurs sur la liberté d'expression, la liberté de la presse et le rôle des journalistes dans une démocratie. La formation a également permis de renforcer les capacités des agents du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile en techniques de communication et de relations avec la presse.

La deuxième session s'est déroulée les 16, 17 et 18 juin, et avait pour objectif de renforcer les capacités des formateurs et pédagogues du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, sur la liberté de la presse, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, pour s'assurer de la pérennisation de cet atelier et cours de formation.

A l'issu des travaux, les participants ont produit un projet de module

de formation sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, ainsi que les relations avec les médias à l'attention des écoles de police et de gendarmerie maliennes.

Des recommandations concrètes

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Colonel Salif Traoré, a remercié le Bureau de l'UNESCO à Bamako et les différents partenaires pour leur accompagnement. « Je suis content que l'UNESCO ait apporté son soutien à cette formation à Bamako. Nous avons besoin d'autres formations de ce genre et il est du devoir de chaque participant ici présent de partager avec ses collègues les connaissances acquises au cours de cette formation ». Il a ensuite exhorté le Bureau de l'UNESCO à Bamako, de prévoir de soutenir des formations spécifiques sur les médias et la sécurité destinées aux forces de sécurité maliennes.

Des recommandations concrètes issues de la formation incluaient le besoin de renforcer la confiance et la communication entre les forces de l'ordre et les journalistes, la nécessité d'assurer une formation sur la sécurité des journalistes au sein des écoles de formation des forces de sécurité au Mali, ainsi que le besoin de renforcer la formation et la professionnalisation des journalistes en ce qui concerne le reportage en zone de conflit.

L'UNESCO prévoit en partenariat avec d'autres entités des Nations Unies d'organiser des ateliers régionaux afin de sensibiliser les forces de sécurité des pays de la sous-région aux principes de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes.

OCHA: Le premier Sommet humanitaire mondial

Avec le nombre grandissant de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et l'augmentation record des besoins en financement dans la dernière décennie, le Secrétaire général de l'ONU a convoqué un Sommet humanitaire mondial (SHM), pour discuter de nouvelles approches et moyens à mettre en œuvre pour résoudre les conflits, atténuer les souffrances, et réduire les risques et la vulnérabilité qui en découlent. (By OCHA)



Les 23 et 24 mai 2016, plus de 9.000 représentants d'États membres de l'Organisation des Nations Unies, d'ONG locales et internationales, du secteur privé, de communautés affectées et autres parties prenantes se sont réunis à Istanbul pour le Sommet humanitaire mondial, et ce faisant, ont apporté un soutien massif à l'Agenda pour l'humanité. Le Sommet, avec la diversité des voix entendues et leur convergence autour de questions et idées stratégiques, était une première pour le secteur humanitaire. Plus de 1.500 promesses et engagements ont été pris sur la manière de mieux répondre aux niveaux inégalés de souffrance et de vulnérabilité des personnes touchées par des catastrophes naturelles et des conflits; d'en faire des agents de leur propre reconstruction; et

de réunir une plus grande volonté politique afin de prévenir et mettre fin aux guerres qui causent tant de détresse.

L'Afrique occidentale et centrale au Sommet

L'Afrique occidentale et centrale était représentée au plus haut niveau. Les Présidents de la République centrafricaine, du Mali, de la Mauritanie et du Niger ont participé au Sommet, ainsi que des missions de haut niveau de la plupart des autres pays de la région. La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) étaient également présentes et se sont particulièrement engagées dans le nouveau réseau d'action des organisations humanitaires régionales (ROHAN).

En collaboration avec les gouvernements, les Nations Unies, les ONGI et les organisations de la société civile, la région Afrique occidentale et centrale a organisé deux tables rondes réunissant des représentants de communautés affectées qui ont abordé les questions de la crise dans le bassin du lac Tchad, de la situation au Mali, et de la radicalisation et son impact sur la stabilité dans le Sahel.

La voie à suivre

De nombreuses initiatives ont été lancées lors du Sommet, mais quelques-unes sont remarquables en termes de signification. Le lancement de la « Grande négociation » a été une initiative innovante. Elle a pour objectif de veiller à l'efficacité et à la transparence en investissant dans des actions humanitaires de première ligne au cours des cinq prochaines années. Les donateurs se sont également engagés à de nouvelles initiatives de financement pour protéger les femmes et les filles contre les violences basées sur le sexe; veiller que les millions d'enfants en situation de crise puissent continuer d'aller à l'école; répondre à l'une des priorités les plus urgentes des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde entier; et combler le fossé entre travail humanitaire et développement en promouvant une nouvelle manière de travailler ensemble pour réduire les besoins, gérer les risques, et atteindre des objectifs communs de mettre fin aux besoins en aide humanitaire.

Lire la suite :
<http://bit.ly/2aLRCn7>

Deux frères fuient continuellement la terreur semée par Boko Haram

Bala n'avait jamais imaginé qu'il devrait un jour enjamber des cadavres pour sauver sa propre vie. Son frère Mahamadou n'avait jamais cru qu'il devrait se cacher sous ces mêmes corps sans vie pour sauver la sienne. (Par UNHCR)



Des Nigérians qui avaient trouvé refuge au Niger, le pays voisin, au côté de milliers d'autres ayant fui les militants, se déplacent encore à nouveau dans un contexte d'insécurité croissante.

« Ils tuaient des enfants dans les rues et tiraient sur des femmes enceintes », mentionne Bala, âgé de 50 ans, en décrivant la façon dont Boko Haram a déchiré sa ville, dans le nord du Nigéria. « Tout le monde était terrifié et courait dans tous les sens. C'était le chaos. Des personnes étaient tuées et s'effondraient devant moi. J'ai paniqué : je me souviens d'avoir enjambé plusieurs cadavres pour m'enfuir. Les balles sifflaient de toutes parts. »

« Ils tuaient des enfants dans les rues et tiraient sur des femmes enceintes. Tout le monde était terrifié »

Mahamadou, âgé de 63 ans, décrit les tirs de Boko Haram, au milieu desquels il a été pris. Le frère de Bala courait alors vers la rivière Komadougou afin de trouver refuge au Niger.

« Je me suis étendu dans l'herbe, sous des cadavres, et j'ai fait le mort », ajoute-t-il. « J'ai vu des

personnes massacrées. Je n'aurais jamais cru m'en sortir vivant. Je suis demeuré caché sous les corps, en silence. »

La violence qu'inflige l'insurrection de Boko Haram est bien connue. Le sort de 2,7 millions de personnes déracinées, comme Bala, Mahamadou et leurs familles, est toutefois moins connu. Ces habitants du Nigéria, du Niger, du Tchad et du Cameroun, qui ont survécu aux attaques de la secte, ont été forcés de s'enfuir, souvent plus d'une fois.

« À la suite des attaques, j'ai fait des cauchemars pendant des mois », affirme Bala, qui était propriétaire d'une boutique de pièces de rechange de motocyclettes, chez lui à Damassak, un village de l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigéria. Son frère et lui tenaient à ce que leur nom complet ne soit pas cité. Bien que l'enlèvement de femmes et de jeunes filles soit largement connu, Boko Haram cible principalement les hommes et les garçons.

« J'ai passé des nuits à compter les personnes qui étaient tuées devant moi », poursuit Bala. « J'étais déprimé. Du même coup, je me sentais très chanceux d'être en vie. » À la suite de l'attaque initiale, en novembre 2014, Bala et sa famille ont trouvé la sécurité dans un village voisin. Pendant plus d'un an, ce lieu leur a servi de refuge.

Cependant, vers la fin du mois de mars dernier, des tireurs en motocyclette et en camionnette ont attaqué le village où Bala et sa famille se cachaient. Tout comme la première fois, ces tireurs ont fait feu en l'air, tué des personnes, brûlé des maisons et volé du bétail.

« J'ai passé des nuits à compter les personnes qui étaient tuées devant moi. »

Dès qu'il a entendu les coups de feu, Bala s'est enfui, plus loin cette fois, avec sa femme et ses quatre enfants; ils ont traversé la rivière et sont arrivés au Niger. Le couple a étendu une corde entre les deux



Des réfugiés nigérians arrivent au camp de Sayam Forage, à une heure de route de Diffa. Ils ont passé plusieurs mois, avec une aide limitée, dans l'installation de Gagamari, sur la Route nationale 1. © HCR/Hélène Caux

rives afin d'aider ses enfants à traverser la rivière. La famille s'est ensuite arrêtée, épuisée, dans une installation appelée « Gagamari », près de la ville de Diffa.

Bala, son épouse et leurs enfants se sont joints à plus de 157 000 réfugiés ayant échappé, souvent plus d'une fois, au règne de terreur de Boko Haram. Ils ont trouvé une certaine sécurité dans les 135 campements provisoires, étendus sur 200 kilomètres, le long d'une route principale du Niger, en parallèle avec la frontière du Nigéria, appelée « Route nationale 1 » ou « RN1 ».

Cette population réfugiée est constituée de Nigérians, de Nigériens déplacés internes et de Nigériens rentrés depuis le Nigéria. La plupart d'entre eux ont fui, l'an dernier, devant de nouvelles attaques qui ont parfois débordé jusqu'au Niger, et certains ont échappé à un enlèvement. Ils n'ont eu d'autre choix que de s'établir le long de l'autoroute, car des cas de violence antérieurs avaient repoussé les gens vers les villages et les villes qui sont actuellement

trop peuplés pour accueillir de nouveaux arrivants.

Le fait de vivre le long de la route offre certains avantages. Les organisations humanitaires, les autorités gouvernementales et les commerçants ont facilement accès aux réfugiés. Cependant, les conditions sont difficiles. Dans cet environnement éloigné et semi-désertique, la température peut grimper jusqu'à 48 °C au cours de la saison sèche actuelle. La pluie qui suit cette période inonde souvent les installations de fortune.

« J'ignore comment j'ai réussi à survivre. Ce qui se produisait autour de moi me bouleversait complètement »

Les abris sont faits d'herbe séchée, et les soins de santé sont limités ; les toilettes et les installations d'assainissement sont rares. Les enfants n'obtiennent aucun enseignement, puisque les écoles des villages avoisinants sont déjà remplies. L'approvisionnement alimentaire est irrégulier et la population locale n'est pas toujours

capable de partager ses maigres ressources avec les personnes déplacées.

A cause de l'insécurité grandissante, du nombre élevé d'installations et du manque de financement, les organisations humanitaires, comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, arrivent difficilement à répondre aux besoins des réfugiés. Quelque 22 organismes d'aide, notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, recherchent la somme de 112 millions de dollars pour mener une opération au Niger, dans la région de Diffa; jusqu'à présent, moins du sixième de cette somme a été obtenue.

Suite à son arrivée à Gagamari, Bala a heureusement réussi à trouver son frère Mahamadou. Ce dernier, sa femme et leurs sept enfants avaient immédiatement quitté le Niger après la première attaque à Damassak. Mahamadou doit, lui aussi, composer avec les souffrances psychologiques que les raids de Boko Haram lui ont infligées. Sa voix tremble lorsqu'il décrit la scène d'un insurgé armé, qui arrache un nourrisson des bras de son père, le jette au sol, puis abat le père.

« J'ignore ce qui est advenu du bébé », déclare Mahamadou. « J'ignore comment j'ai réussi à survivre. Ce qui se produisait autour de moi me bouleversait complètement. J'étais entouré de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants. Je n'ai ni mangé ni bu de la nuit. Les insurgés qui étaient demeurés près de la rivière achevaient les survivants. »

Bien qu'elle soit survenue il y a près d'un an et demi, cette attaque constitue toujours un énorme traumatisme, selon Mahamadou. « Les enfants demeurent très an-



Les réfugiés cherchent à vivre en sécurité au Niger. © HCR

xieux, surtout lorsqu'ils entendent des bruits intenses ou des cris. Ils sont toujours sur leurs gardes. Bien que nous nous sentions plus en sécurité ici, au Niger, nous craignons toujours que les insurgés nous attaquent. »

Ces craintes sont fondées. En février 2015, Boko Haram a attaqué la ville de Diffa, avant d'être repoussé par l'armée. Récemment, la sécurité s'est détériorée dans la région de Diffa et de Bosso; des incidents se sont produits successivement, comme des attentats suicide près de villages et de sites où des réfugiés nigérians et des personnes déplacées à l'intérieur du pays se cachaient. Deux marchés importants, le long de la route principale, sont fermés depuis avril, de crainte que des insurgés

s'infiltrent et ciblent ces lieux. Un couvre-feu est en vigueur, de 19 h à 5 h du matin, dans l'ensemble de la région.

« De plus en plus de personnes demandent à être transférées loin de la frontière, de crainte que Boko Haram les attaque. Le contexte de la sécurité de la région de Diffa demeure instable et imprévisible », souligne Karl Steinacker, Représentant du HCR au Niger. « De plus en plus, autant les habitants que des réfugiés demandent à être éloignés de la frontière, par crainte d'une attaque de Boko Haram au Niger, comme ce groupe l'a fait au Nigéria. La peur est palpable. »

A la mi-mai, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a commencé à transférer des centaines de réfugiés qui préfè-

raient s'installer à 50 kilomètres de la frontière, dans un camp qui abrite actuellement au moins 3 000 personnes. Bala, Mahamadou et leur famille faisaient partie des premiers qui ont choisi le transfert.

« Nous nous sentons plus en sécurité ici. Nous avons un abri convenable, nous avons accès à une clinique et à de la nourriture. Nous venons d'inscrire les enfants à l'école », mentionne Bala. « Désormais, mon souhait le plus cher, c'est que les décideurs du monde entier interviennent plus rapidement et efficacement afin d'empêcher les insurgés de tuer d'autres hommes, femmes et enfants innocents, au Nigéria. Toute cette violence nous a épuisés et nous horrifie. » **Pour UNHCR.**

A lire



- Au Tchad, l'insécurité alimentaire s'est aggravée par rapport aux trois dernières années dans les régions de la bande sahélienne.
- Des précipitations moyennes à légèrement excédentaires sont très probables sur toute la bande sahélienne.
- La situation humanitaire toujours alarmante dans le bassin du Lac Tchad malgré la diminution du nombre de réfugiés et de personnes déplacées.

Le périodes est marquée par la fin des cultures de décrue et l'installation progressive des pluies correspondant au démarcage de la campagne agricole 2016-2017. Dans les pays du golfe de Guinée, des précipitations déficitaires à moyennes sont observées en ce début de saison, tandis que sur toute la bande sahélienne, des précipitations moyennes à légèrement excédentaires sont très probables.

La situation pastorale est marquée par une récolte précoce des ressources fourragères avec un mauvais ensemencement au Niger, alors que dans le reste de la région, les conditions d'élevage sont globalement meilleures, avec des pâturages de moins en moins fournis et des conditions d'abreuvement en dégradation.

Les déplacements de populations liés aux crises explosive et récurrente se poursuivent avec un nombre de personnes renouvelé et une diminution du nombre de personnes réfugiées et déplacées.

Ces retours s'expliquent d'une part par la sécurisation des zones d'origine, et d'autre part par la présence d'abodes humains dans les zones de retour.

La situation humanitaire dans le bassin du Lac Tchad reste préoccupante. Au Tchad, environ 2 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont 400 000 personnes dans la forme sévère dans les îles du sud de la lac (Kanem, Maroua, Lao, Bahr et Gouedéï, Mafa, Fada N'Gourma, Gouré, Gouboua, et le lac Tchad). Au Nigeria, plus de 800 000 personnes dans 120 îles à Maroua et 215 îles à Tchad sont en insécurité alimentaire sévère et ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate.

- Mesures clés pour les partenaires régionaux
- Suivre la préparation de la campagne agricole 2016-2017
- Continuer à suivre la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le bassin du Lac Tchad
- Continuer à suivre la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays ayant enregistré un déplacement important de la campagne agricole 2015-2016, notamment le Tchad
- Faire le possible pour le financement des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle menés par le HCR 2016

Document : Dans le cadre des réunions régionales du Comité régional de l'Assemblée générale et du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, les Nations Unies et le HCR ont discuté du groupe de travail sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel.

Sécurité Alimentaire et Implications Humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel

La période est marquée par la fin des cultures de décrue et l'installation progressive des pluies correspondant au démarcage de la campagne agricole 2016-2017. Dans les pays du golfe de Guinée, des précipitations déficitaires à moyennes sont observées en ce début de saison, tandis que sur toute la bande sahélienne, des précipitations moyennes à légèrement excédentaires sont très probables.

<http://bit.ly/2ay5C1r>



ACTIVITES PRINCIPALES



**Bons Offices, Médiation et
Diplomatie préventive**



**Renforcement des capacités sous
régionales** pour répondre aux
menaces transfrontalières et
transversales à la Paix et à la Sécurité



**Appui à la mise en œuvre de la
Stratégie Intégrée des Nations
Unies pour le Sahel (SINUS)**



Promotion de la **Bonne Gouvernance**,
Respect de l'Etat de Droit, les **Droits de
l'Homme** et l'intégration de la dimension
Genre dans la **Résolution des conflits**



Facilitation de la Mise en œuvre de
**l'Arrêt de la Cour Internationale de
Justice** (CIJ) du 10 Octobre 2002 sur le
litige frontalier entre le **Cameroun et le
Nigéria**

LE MANDAT D'UNOWAS

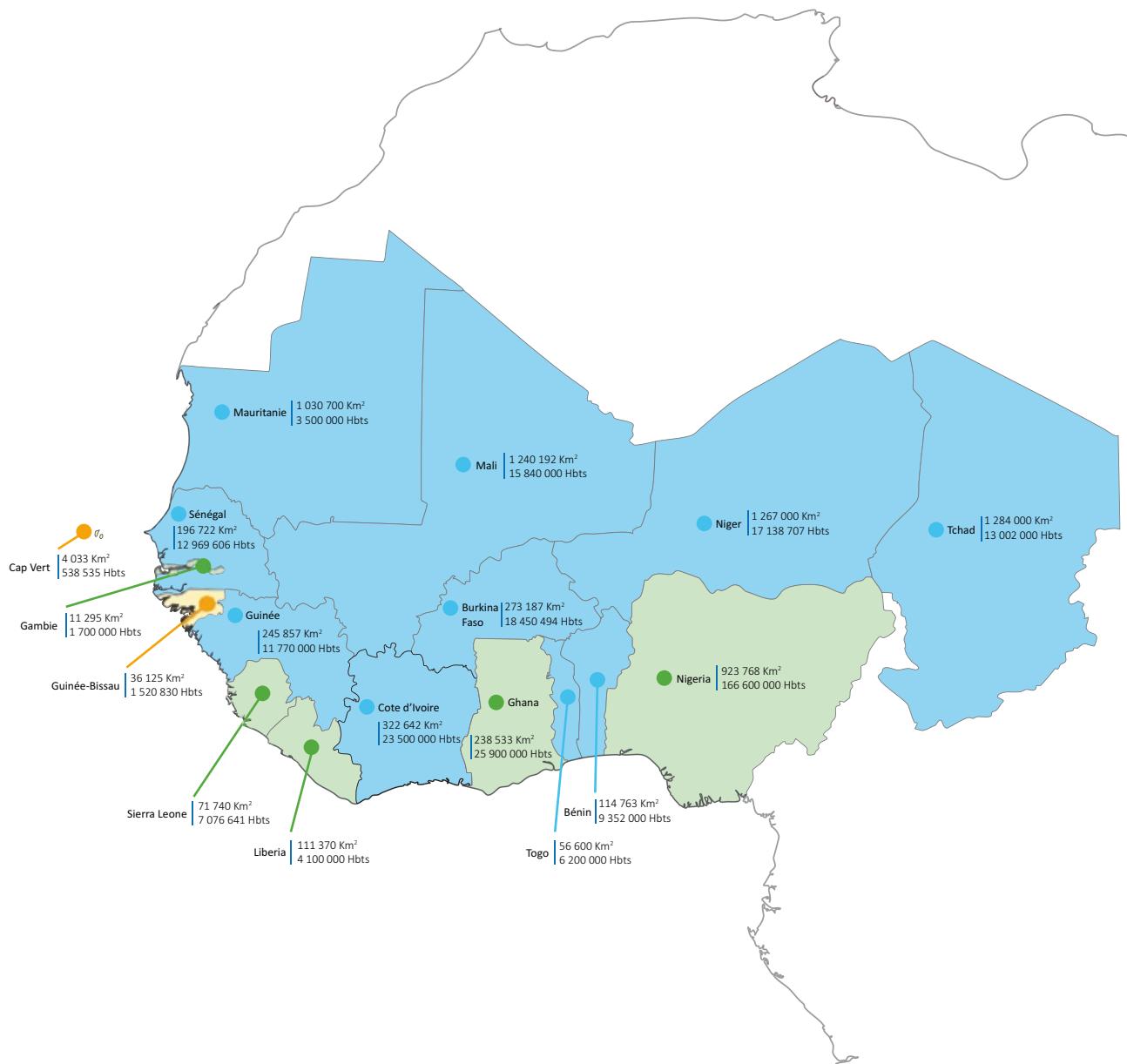
La Zone de couverture en chiffres

17 Pays

2 Pays
lusophones

5 Pays
anglophones

10 Pays
francophones



Superficie:
7 428 527 Km²

Population:
339 158 813 hbts

Densité:
45 hbts/km²

PIB:
679 milliards de \$ USD

Sources: UNDP, WIKIPEDIA